

Stéphane Moreau n'a plus le soutien des présidents de parti

NETHYS Certains exigent son départ, d'autres disent que ce n'est pas à eux de décider

On connaît le problème : exclu du PS en avril dernier (il avait anticipé la sanction de 24 heures en annonçant sa démission du parti), écarté du nouveau conseil d'administration de Nethys (il y a 48 heures), branche entrepreneuriale de l'intercommunale Publifin, Stéphane Moreau, à cette heure, reste pourtant aux commandes de la société implantée à Liège, active dans les télécoms et l'énergie notamment. Si ce n'est au centre, il reste au cœur du système. Pour combien de temps ?

Les états-majors des partis, sur lesquels rejaillit *in fine* l'humeur populaire, la vague d'incompréhension que tout cela suscite dans l'opinion publique, ces états-majors, donc, sont-ils décidés à mettre en œuvre jusqu'au bout les recommandations de la commission d'enquête parlementaire ? Autrement dit, à écarter Stéphane Moreau, point à la ligne ? Certains l'affirment clairement ; d'autres, légalistes, disent que cela ne relève pas de leur autorité, mais que les recommandations de la commission doivent être mises en œuvre. Donc Moreau n'a plus de soutien.

Les verts, qui ont refusé de siéger dans le nouveau conseil d'administration au motif que le patron restait dans la mai-

son, maintiennent la ligne dure et incriminent sans réserve les « trois partis traditionnels » : « Pour assurer la pérennité de l'entreprise et de l'emploi chez Nethys, nous demandons aux trois partis traditionnels qu'ils s'engagent à se conformer aux recommandations du parlement wallon, ni plus ni moins, explique Patrick Dupriez, coprésident d'Écolo. Il n'est pas imaginable que ceux qui sont à l'origine des scandales continuent à tirer les ficelles. Les décisions intervenues n'offrent aucune garantie quant au respect des conclusions de la commission d'enquête. Au contraire, elles s'inscrivent dans la droite ligne des petits arrangements entre les trois partis traditionnels trop souvent rencontrés dans le cadre de ce scandale. » Des flèches, en veux-tu.

« Les objectifs fixés par la commission d'enquête parlementaire seront rencontrés »

OLIVIER CHASTEL (MR)

Patrick Dupriez ponctue : « Réformer en profondeur la gouvernance et l'organisation du groupe Publifin est pourtant une condition de son développement et une nécessité pour renouer avec la confiance des citoyens. »

Une chose après l'autre

Les libéraux-réformateurs partagent cette conclusion générale ; pas le reste on s'en doute. Pour Olivier Chastel, le MR est irréprochable dans ce dossier. Il nous le réaffirme : « Stéphane Moreau a été exclu du conseil d'administration, c'est fait. Devra-t-il quitter l'entreprise ? Oui. » Un « oui » exprimé, on le sait, « à titre personnel ». Pourquoi donc ? « Parce que ce n'est pas le rôle des partis politiques de trancher pour ce qui concerne le management de la société Nethys ni les traitements en son sein, mais c'est à son nouveau conseil d'administration d'opérer, cela afin d'atteindre les objectifs définis par la commission d'enquête parlementaire, laquelle a été claire. »

Les libéraux-réformateurs liégeois rechignent-ils à s'aligner ? « Non. La position défendue l'a été en parfaite concertation avec le MR liégeois et Daniel Bacquelaire à sa tête. »

Conclusion, en somme : une chose après l'autre, le nouveau

Bonne gouvernance. Stéphane Moreau ne doit plus siéger au CA de Nethys.

TWEET LI ELIO DI RUPO (PS)
@ELIODIRUPO, 18 OCT

CA de Nethys a la main. Il sera encouragé dans son action par Valérie De Bue, MR, ministre wallonne des pouvoirs locaux, qui, expliquait-elle jeudi, mitonne un avant-projet de décret qui pourrait permettre à lui seul de déloger le patron de Nethys. Ce serait imminent.

Rester dans la légalité

Du côté des socialistes, le président Elio Di Rupo ne veut pas en dire davantage que mercredi, lorsqu'il avait posté un tweet limpide : « Stéphane Moreau ne doit plus siéger au CA de Nethys ». Concernant le CA, la position est donc claire : « Au CA, on ne veut plus le voir ! »

Mais Moreau peut-il rester administrateur délégué de Nethys, même sans siéger au CA ? La direction du PS ne veut pas trancher, parce que ce n'est pas à elle de le faire, dit-on en substance dans l'entourage présidentiel (en écho du patron des bleus). Sur le mode : « Il faut rester dans la légalité, au-delà des sentiments personnels. Publifin doit faire ce qui est recommandé dans le rapport de la commission d'enquête - qui n'épinglé pas personnellement Stéphane Moreau -, ou à défaut, la tutelle doit le faire. Mais c'est au CA de Nethys de décider du maintien ou non de Stéphane Moreau comme administrateur délégué ou directeur général. Pas aux présidents de parti. » Même si le président Di Rupo a son avis sur la question...

Quant à savoir si les socialistes Liégeois sont sur la même longueur d'ondes que la direction du parti, on répond dans l'entourage du président : « C'est au sein des Liégeois que le travail de construction a été élaboré et le travail de reconstruction se fait dès lors aussi à Liège. »

Donc : il n'y aura pas de consigne d'Elio Di Rupo aux rouges liégeois. Qui, rencontrait-on, « plus que d'autres, tiennent à préserver la dynamique économique de l'entreprise à capitaux publics ». Donc ici aussi, le président juge qu'il n'a pas d'ordre à donner. D'autant que des plaintes pourraient être introduites pour tout

« Le maintien de M. Moreau n'est plus possible au sein du groupe Publifin-Nethys »

BENOIT LUTGEN (CDH)

« Attention aux petits arrangements entre les trois partis traditionnels »

PATRICK DUPRIEZ (ÉCOLO)

faux pas commis.

Maintien impossible

Reste le CDH. Le président Benoît Lutgen répète ce que son comité restreint a déclaré mercredi soir par communiqué. Un : « Les recommandations de la commission parlementaire Publifin-Nethys doivent être intégralement mises en œuvre. » Deux : « Le comité de direction de Nethys doit être renouvelé » - c'était une de ces recommandations justement. Trois : « Le maintien de M. Moreau n'est plus possible au sein du groupe Publifin-Nethys, ni comme administrateur, ni comme dirigeant, ou sous quelque responsabilité que ce soit. » Selon cette vision humaniste, Moreau ne peut donc plus être membre du CA de Nethys ni patron de la société, quel que soit son titre. Des positions officiellement partagées par les centristes liégeois, puisque la ministre Alda Greoli était présente lors du comité restreint mercredi soir. Mais le CDH veut agir par étapes, pour respecter la loi et éviter les recours : au CA de décider que Moreau ne soit plus qu'« un exécutant » ; puis réduire son salaire et s'en séparer.

On l'a dit : Stéphane Moreau ne trouvera plus de soutien du côté des présidents de parti... ■

DAVID COPPI

MARTINE DUBUISSON